

Alors que le racisme de manière générale et l'islamophobie en particulier sont des phénomènes souvent sous-estimés en France, ils font néanmoins depuis quelques années l'objet d'études, de débats et de mobilisations sociales. Le racisme anti-palestinien quant à lui, demeure un phénomène et un concept quasi-inconnus alors qu'ils permettraient de mieux comprendre les positions de l'État français, de nombre de médias et de personnalités, face au génocide en Palestine.

Ce racisme spécifique, qui vise à la fois les Palestinien·nes en tant qu'individus, les Palestinien·nes en tant que peuple, et la Palestine en tant que cause politique, submerge les discours médiatiques et politiques en France depuis presque un an, sans nuances, sans excuses et sans complexes. S'il n'était pas aussi présent et violent autrefois, ce racisme n'est pourtant pas nouveau. Les personnes originaires de Palestine le savent parfaitement, dans leur chair, leur vie, leurs déplacements et leurs interactions : se dire Palestinien·ne n'est jamais anodin. Cela implique le risque de subir à la fois les stéréotypes et discriminations qui visent les Arabes et les musulman·es, mais aussi de se heurter à des opinions politiques qui s'attaquent à leur identité et à la légitimité de leur appartenance à la terre de leurs parents.

Il faut d'abord souligner que le racisme anti-palestinien (RAP) s'inscrit dans le racisme anti-arabe et l'islamophobie, tous deux prégnants en France. D'une part, parce que le racisme anti-arabe ne fait pas de distinction entre les différents pays, les Palestinien·nes peuvent subir les mêmes représentations négatives et discriminations que les personnes originaires du Maghreb, beaucoup plus nombreuses. D'autre part, les minorités chrétiennes palestiniennes étant invisibilisées, les Palestinien·nes dans leur ensemble sont assimilés à l'Islam et peuvent subir la même racialisation que les musulman·es. Il est évident que des années d'idéologie islamophobe et de guerre internationale « contre le terrorisme » ont imprégné les esprits et rendu les discours anti-palestiniens plus acceptables, justifiant aux yeux de beaucoup, une guerre d'anéantissement à Gaza.

Cependant, les Palestinien·nes sont exposé·es à une violence raciste dont les enjeux politiques et les formes spécifiques méritent une analyse à part entière.

Au croisement entre orientalisme, racisme anti-arabe et islamophobie

Historiquement, le racisme anti-palestinien s'inscrit dans l'héritage de l'orientalisme tel que décrit par Edward Said, ayant accompagné la colonisation européenne des peuples d'Afrique du Nord à l'Inde, jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. L'idéologie sioniste va puiser dans les poncifs orientalistes pour convaincre les Européens d'accorder un État aux Juifs sur la terre de Palestine. Ainsi, la présence palestinienne est réduite à quelques tribus bédouines nomades et des paysans incultes incapables de développer le pays, ou encore à des notables vénaux prêts à vendre leur terre au plus offrant. À cela s'ajoute l'idée largement diffusée selon laquelle les Palestinien·nes n'ont jamais su plaider leur cause, se défendre, et faire entendre leurs voix, ce qui participe également à la négation de l'historiographie et des narratifs palestiniens, jusqu'à aujourd'hui^[1].

Le racisme anti-palestinien s'avère également central dans la construction du racisme anti-arabe plus contemporain, où le Palestinien joue un rôle important, avec une image négative immuable[2]. Dans son documentaire « *Reel Bad Arabs* », Jack Shaheen montre que l'image des Arabes dans le cinéma hollywoodien suit l'évolution des politiques des gouvernements étasuniens. L'image du terroriste se transforme selon les conflits : il est tantôt Libyen, Irakien, Somalien ou Iranien, mais à toutes les époques depuis les années 1960, le Palestinien (toujours au masculin) est systématiquement représenté comme violent, extrémiste et terroriste. Par ailleurs, il est déjà décrit comme antisémite, avec un imaginaire lié au nazisme[3].

En France, les Arabes renvoient le plus souvent aux populations maghrébines, descendantes d'une immigration post-coloniale ouvrière, qui sont considérées en plus comme des « classes dangereuses ». Les rares études portant sur la population palestinienne en France, peu nombreuse, invisibilisée, et avec des profils très hétérogènes, montrent qu'elle est affectée par le climat général de méfiance à l'égard des Arabes et des musulman·es, tout en subissant des discriminations liées à son identité propre et à la diffusion d'imaginaires marqués par la géopolitique[4].

A partir du 11 septembre 2001, le développement d'une islamophobie globale inscrit les Palestinien·nes dans la rhétorique du terrorisme islamiste international, leur lutte devenant l'expression d'un fanatisme religieux violent et anti-occidental, donc d'emblée illégitime. On voit comment ce paradigme a permis aux dirigeants israéliens et à un grand nombre de médias français de comparer le 7 octobre 2023 aux attentats du 11 septembre ou du Bataclan en 2015. S'il s'agit de terrorisme islamiste, on s'éloigne d'une guerre « normale » ; le combat a lieu entre le Bien et le Mal, les Barbares et les Civilisés, et cette vision raciste s'impose pour inférioriser certains groupes et les luttes qu'ils mènent[5].

L'inscription du racisme anti-palestinien dans l'islamophobie mondiale à laquelle participe amplement la propagande pro-israélienne[6], a permis de dissoudre une question coloniale tangible dans une guerre de civilisation imaginaire, où des religieux fanatiques, violents et antisémites attaquent une démocratie occidentale, par nature supérieure.

Un racisme anti-indigène

Plus spécifiquement, le racisme anti-palestinien s'inscrit dans un racisme colonial permettant de nier la présence même de peuples autochtones sur un territoire donné. Dès ses origines, le racisme fait partie intégrante du projet sioniste, notamment autour du mythe « d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre »[7].

Invisibiliser l'existence du peuple palestinien s'accompagne d'un négationnisme historique : celui de la [Nakba de 1948](#) qui demeure un tabou, même après que les historiens israéliens ont documenté la planification du nettoyage ethnique[8]. Edward Saïd décrivait en 1979 à quel point parler de Palestine était difficile, puisque « Israël lui-même, aussi bien que ceux qui le soutiennent, a essayé d'effacer le Palestinien par les mots et par les actes (...) notre existence constitue à elle seule une accusation à l'encontre d'Israël pour ce qu'il nous a fait »[9].

En 2022, l'Association des juristes canadiens arabes (AJCA) publie une définition précise du racisme anti-palestinien dans laquelle la question autochtone s'impose. Elle affirme que le

concept de racisme anti-palestinien est de plus en plus utilisé par la communauté palestinienne et ses alliés, et cite les diverses formes qu'il peut prendre :

- nier la nakba
- justifier la violence contre les Palestiniens ;
- ne pas reconnaître les Palestiniens comme un peuple autochtone ayant une identité, une appartenance et des droits collectifs par rapport à la Palestine occupée et historique ;
- effacer les droits humains et l'égalité de dignité des Palestiniens ;
- exclure ou faire pression sur d'autres pour exclure les perspectives palestiniennes, les Palestiniens et leurs alliés (non palestiniens) ;
- diffamer des Palestiniens et leurs alliés en les accusant d'être foncièrement antisémites, des sympathisants du terrorisme ou opposés aux valeurs démocratiques[10].

Il est intéressant de constater que le concept de racisme anti-palestinien semble se diffuser plus largement en Amérique du Nord, notamment en raison de la prise de conscience de l'oppression continue des populations autochtones. Au Canada par exemple, en plus des solidarités dans les luttes anti-racistes des différentes minorités et des Autochtones, les liens importants entre le colonialisme canadien et israélien sont mis en avant (en tant que *settler colonial States*)[11].

Dans une chronique du journal québécois *Le Devoir*, Émilie Nicolas va décrire le racisme anti-palestinien comme un racisme anti-autochtone, se référant à une catégorie de personnes qui se retrouvent sans État parce qu'un État s'est construit « par-dessus » leur territoire ancestral : « Le terme autochtone prend une grande partie de son sens à l'intersection de l'ancienneté et de la dépossession »[12].

Pourtant, en France aussi, nous pourrions comprendre la nature du racisme anti-palestinien comme un racisme anti-indigène, pour utiliser un terme plus approprié au vocabulaire et au contexte colonial français[13]. Lors de la guerre des Six Jours en 1967 par exemple, « un racisme de type colonial incite les partisans de l'Algérie française à soutenir l'État hébreu »[14]. La sympathie pour Israël serait alors teintée d'hostilité envers les Arabes, forme détournée de vengeance de la décolonisation. Mona Chollet confirme cette analyse, le génocide actuel ravivant selon elle un racisme anti-arabe de type colonial, révélant un « mépris abyssal pour la vie des Palestiniens, dont l'extermination (...) est apparemment un non-événement absolu »[15].

Aujourd'hui, nombre de témoignages de descendant·es de populations colonisées en France affirment que le sort de Gaza résonne avec leur propre histoire[16]. De plus, l'inversion accusatoire contre les Palestiniens qui menaceraient l'intégrité physique des Israélien·es est intrinsèque au racisme colonial. Le moindre grief réel ou hypothétique contre les colonisateurs (auxquels les majoritaires s'identifient davantage en France) est plus grave que ce que vivent les colonisés depuis 76 ans. La supériorité raciale a toujours été au centre des idéologies coloniales[17].

Racisme anti-palestinien et antisémitisme : hiérarchie des racismes et hiérarchie des vies

Autre spécificité : le racisme anti-palestinien s'est toujours construit en miroir avec l'antisémitisme. Dans leurs écrits fondateurs, les Canadiennes Yasmeen Abu-Laban et Abigail B. Bakan, l'une palestinienne, l'autre juive, conceptualisent la spécificité du racisme anti-palestinien, qu'elles qualifient de « réalité étouffée qu'on ne nomme pas », précisément parce qu'elle se heurte au récit de l'État d'Israël centré sur l'antisémitisme. Il semble y avoir un décalage insurmontable entre le sionisme de l'État d'Israël qui se définit comme un refuge pour les Juif·ves exilé·es du monde entier fuyant l'antisémitisme, et le sionisme du point de vue de ses victimes palestiniennes, sujets de l'occupation, de la dépossession et de la racialisation de cet État colonial.

Même la communauté internationale n'a jamais pu traiter du racisme subi par les Palestinien·nes, à cause du refus des États-Unis, d'Israël et de leurs alliés, de participer à des conférences contre le racisme dès lors qu'Israël y est mis en cause[18]. La tentative d'imposer la définition de l'antisémitisme de l'IHRA (Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste) à des niveaux institutionnels s'inscrit dans cette même logique. Cette définition intègre plusieurs exemples où la critique de l'État d'Israël est assimilée à de l'antisémitisme. Malgré d'importantes protestations de diverses organisations[19], en France, une résolution s'en inspirant a été adoptée en 2019 à l'Assemblée nationale et en 2021 au Sénat[20]. Si elle demeure non contraignante, une telle résolution s'inscrit dans une tendance globale servant à rendre suspecte toute contestation d'Israël.

Les accusations d'antisémitisme, lorsqu'elles ne sont pas fondées, ont deux autres conséquences : d'une part, elles dénaturent la lutte nécessaire contre l'antisémitisme, et d'autre part, elles alimentent le racisme anti-palestinien. En mai 2024, plusieurs associations canadiennes de défense des droits soumettent un rapport pour demander au gouvernement canadien de reconnaître le racisme anti-palestinien tout en menant conjointement la lutte contre l'antisémitisme, en gardant à l'esprit que « l'amalgame entre la critique légitime des politiques israéliennes et l'antisémitisme rend plus difficile pour le public l'identification du véritable antisémitisme, mettant ainsi délibérément les Juifs en danger »[21].

Ce dangereux glissement est justement au cœur des préoccupations des groupes militants juifs décoloniaux, héritiers d'une longue histoire de contestation du sionisme, en Amérique du Nord comme en France, qui ne cessent d'alerter sur les dangers de l'instrumentalisation de l'antisémitisme[22].

En outre, comme le montrent les enquêtes menées sur le racisme anti-palestinien, les accusations d'antisémitisme apparaissent parmi les premiers critères de stigmatisation visant les Palestinien·nes, notamment dans les contenus en ligne^[23]. Le journal israélien dissident +972 Magazine considère l'amalgame entre sionisme et antisémitisme comme étant en soi « anti-palestinien ». En effet, le narratif israélien a répandu l'idée que « si l'on rejette les revendications des Juifs pour un État qui leur soit propre en Palestine, c'est-à-dire le sionisme étatiste, on est considéré comme étant antisémite »[24].

Construire la figure du Palestinien comme une menace antisémite et terroriste est au cœur du racisme anti-palestinien : en plus de délégitimer toute résistance à l'occupation, elle infériorise la vie des Palestinien·nes par rapport à celles des Israélien·nes. Cette hiérarchie raciale apparaît de manière plus explicite encore depuis le 7 octobre 2023.

Un racisme politique contagieux

La plupart des enquêtes empiriques que nous avons pu lire sur le racisme anti-palestinien analysent les impacts de ce racisme sur toute personne qui défend la cause palestinienne. S'il vise d'abord les Palestinien·nes, ce racisme « déborde »[\[25\]](#), comme s'il « contaminait » les allié·es de la cause.

En France, les discours déshumanisants, ainsi que la violence, l'intimidation et le harcèlement contre les Palestinien·nes qui prennent publiquement la parole ne font pas de doute, comme le montre l'exemple le plus visible de Rima Hassan. La suspicion, la haine, la délégitimation de sa parole et le déni de son identité sont omniprésents et d'une violence inouïe[\[26\]](#). La diabolisation vise également des personnes musulmanes ou racisées qui parlent de Palestine : la diffamation du footballeur Karim Benzema par le ministre de l'intérieur en est un bon exemple, tout comme les sanctions du comité olympique contre la basketteuse Émilie Gomis[\[27\]](#). Quand elle vise des femmes, notamment sur les réseaux sociaux, cette violence se double presque systématiquement d'injures à caractère sexiste et sexuel (là encore, le cas de Rima Hassan est emblématique).

Les autres allié·es de la cause palestinienne en France subissent également nombre d'intimidations. Parler de la Palestine a toujours été très risqué et coûteux. On ne compte plus le nombre d'intellectuel·les et de militant·es accusé·es d'antisémitisme ou ayant subi des représailles pour s'être exprimé·es sur la Palestine. Il en va de même pour le plus grand parti de gauche, la France insoumise, attaqué de toutes parts en raison de ses positions sur la Palestine.

Ces derniers mois, en plus des accusations d'antisémitisme émanant des médias et du champ politique, ces attaques ont pu bénéficier d'un arsenal juridique répressif, à travers le délit d'« apologie du terrorisme », qui a visé un grand nombre de personnes[\[28\]](#). Même lorsque les procédures sont abandonnées, elles permettent de disqualifier et d'intimider quiconque défend la cause palestinienne. La spécificité du racisme anti-palestinien qui se déploie pour défendre Israël est qu'il marque ses cibles du sceau de l'infamie : l'antisémitisme, considéré comme le pire des racismes dans l'histoire[\[29\]](#), auquel s'ajoute la complicité avec le terrorisme.

Dans un texte lumineux et tristement visionnaire, Paul B. Preciado inscrit cette dérive répressive dans un contexte plus large :

« il était jusqu'à présent difficile de prédire que le nouveau fascisme néolibéral-numérique de l'Occident allait légitimer sa propre transition autoritaire en utilisant l'accusation d'antisémitisme pour criminaliser toute position dissidente antiguerre et anticoloniale – y compris, mais pas exclusivement, en soutien au peuple palestinien ».

Il voit dans l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme « un masque des plus pervers servant à habiller un nouveau fascisme non seulement en Israël, mais aussi en Europe et aux États-Unis »[\[30\]](#).

Conclusion

Historiquement, le racisme a toujours eu une fonction : en s'appuyant sur des arguments biologiques fallacieux justifiant l'infériorisation de certaines « races », l'Europe a conquis le monde, commis des massacres, exploité des terres et asservi leurs habitant·es. Ce racisme a aussi permis de justifier l'esclavage et la traite de millions d'Africain·es, dans des proportions inégalées dans l'histoire.

Au milieu du XX^{ème} siècle, le racisme biologique s'est en partie transformé en un racisme culturel, infériorisant des groupes en raison de leurs pratiques, croyances ou modes de vie. C'est parce qu'Israël est le résultat du colonialisme européen et nord-américain, s'appuyant sur une même idéologie nationaliste et raciste, que son destin nous importe tant. De la même façon que la France s'est accrochée désespérément à l'Algérie au prix des pires horreurs coloniales, elle ne veut pas renoncer à Israël, l'identification étant trop puissante.

Le racisme anti-palestinien, qui s'inscrit dans le racisme anti-arabe et l'islamophobie, est spécifique par sa dimension coloniale anti-indigène, par l'accusation d'antisémitisme et de terrorisme qu'il charrie, et par son caractère contagieux qui disqualifie toute personne défendant la cause palestinienne. Ainsi, en plus du maintien de l'occupation et du régime d'apartheid israéliens, le racisme anti-palestinien permet de criminaliser et réduire au silence les voix palestiniennes mais aussi les voix solidaires de la lutte du peuple palestinien pour sa libération du joug colonial.

En France comme ailleurs, ce racisme a une fonction supplémentaire : justifier, minimiser, invisibiliser et nier la tentative d'éradication d'un peuple entier en direct sous nos yeux.

*

Houda Asal est socio-historienne. Ses travaux portent sur l'immigration, le racisme et l'islamophobie en France et au Canada.

Illustration : Photothèque rouge / Manifestation à Strasbourg.

Notes

[1] Lori Allen, "Subaltern Critique and the History of Palestine," in *A Time for Critique*, eds. Didier Fassin and Bernard E. Harcourt, New York: Columbia University Press, 2019.

[2] Rachad Antonius, « Un racisme "respectable" », *Les relations ethniques en question*, dir. Jean Renaud *et al.*, Presses de l'Université de Montréal, 2002.

[3] Jack G. Shaheen, *Reel Bad Arabs: How Hollywood Vilifies a People*, New York: Olive Branch Press, 2001 (revu en 2012). Voir le documentaire qui en est tiré de Sut Jhally (2006) : <https://www.youtube.com/watch?v=TPxak6IFd->

- [4] Tareq Arar, *La Palestine et les Palestiniens en France et en Grande-Bretagne. Une analyse géopolitique*, thèse de doctorat, Université Paris VIII, 2010 ; Ellie Mevel. *Porter la cause et être soi : le devoir identitaire de la diaspora palestinienne en France*, Thèse de sociologie, Université de Normandie, 2018.
- [5] Alain Gresh, *Palestine, un peuple qui ne veut pas mourir*, Les liens qui libèrent, Paris, 2024.
- [6] Rabab Ibrahim Abdulhadi, « The Islamophobia Industry and Israel Lobby Industries: Overlapping Interconnection, anti-Racist Policy recommendations », Carter Center, Atlanta, GA, USA, mai 2018; Hatem Bazian, « The Islamophobia Industry and the Demonization of Palestine », *American Quarterly*, vol. 67, n. 4, décembre 2015; Jasmine Zine, *Mapping Islamophobia's Ecosystem in the Great White North*, Berkeley, Islamophobia Studies Center, 2022.
- [7] Michel Warschawski, « État, nation et nationalisme : Actualité du sionisme », *L'Homme et la société*, n. 114, 1994 ; Fayez Sayegh, « Zionist Colonialism in Palestine » (1965), *Settler Colonial Studies*, 2:1, p. 206-225, 2012.
- [8] La *nakba* est la « grande catastrophe » qui a abouti à l'exil forcé de 800 000 Palestiniens : Dominique Vidal, avec Joseph Algazy, *Le pêché originel d'Israël. L'expulsion des Palestiniens revisitée par les « nouveaux historiens » israéliens*, L'Atelier, Paris, 1998 ; Nurit Peled-Elhanan, *Palestine in Israeli School Books: Ideology and Propaganda in Education*, London: I.B. Tauris, 2012.
- [9] Edward Said, *La Question de Palestine* (1979), traduit en 2010 aux éditions Actes Sud, p. 13.
- [10] ACLA (Arab-Canadian Lawyers Association), Dania Majid, « Anti-Palestinian Racism: Naming, Framing and Manifestations », avril 2022. Définition souvent reprise, notamment par le Anti-Palestinian Racism Research Group (APRRG) : <https://antipalestinianracism.org>; « *Anti-Palestinian Racism Survey Preliminary Report* », IUAPR's Anti-Palestinian Racism Research Group, avril 2024, <https://medium.com/@aprrresearchgroup>.
- [11] Houda Asal, « La défense de la cause palestinienne sous surveillance. Entre profilage politique et racial au Canada (1945-1980) », *Profilages policiers*, dir. P. Dufour et F. Dupuis Deri, PUM, 2022; ACLA, 2022, *op.cit.* ; « Racisme anti-Palestinien au Canada : Rapport 2022 de CJPMO », décembre 2023.
- [12] Émilie Nicolas « Racisme anti-palestinien », *Le Devoir*, 9 mai 2024.
- [13] Joseph Massad, « Algeria, Israel and the last European settler colony in the Arab world », 19 juillet 2022, *Middle East Eye*; Hamza Hamouchene, « De l'Algérie à la Palestine, la fausse équivalence entre le colonisé et le colonisateur », *Contretemps*; Sbeih Sbeih, « Sur la condition coloniale en Palestine », *Contretemps*, 24 juillet 2024.
- [14] **Yvan Gastaut, « La Guerre des Six jours et la question du racisme en France », *Cahiers de la Méditerranée*, 71, 2005.**
- [15] Mona Chollet, « L'éléphant dans la pièce, Une campagne électorale hantée par le racisme anti-Arabs », *La méridienne*, 25 juin 2024.

[16] Sophie Boutière-Damahi, « À Marseille, Gaza fait écho à l'histoire du racisme anti-arabe », *Orient XXI*, 12 février 2024.

[17] Ali Rebas, « Le droit de se défendre ou comment faire accepter un génocide », *Orient XXI*, 1/07/2024; Nasser Abourahme, « In tune with their time », *Radical Philosophy* 216, Summer 2024, p. 13-20.

[18] Yasmeeen Abu-Laban & Abigail B. Bakan, « Anti-Palestinian Racism: Analyzing the Unnamed and Suppressed Reality », 21 septembre 2021.

<https://pomeps.org/anti-palestinian-racism-analyzing-the-unnamed-and-suppressed-reality>. Yasmeeen Abu-Laban & Abigail B. Bakan, « Anti-Palestinian Racism and Racial Gaslighting », *The Political Quarterly*, vol. 93, n. 3, juillet/septembre 2022.

[19] **Communiqué de la LDH (18 juin 2019), rapports de la CNCDH (2018) et de la plateforme des ONG pour la Palestine (2019) mettent en garde contre la définition de l'antisémitisme de l'IHRA qui menace la liberté d'expression ;** Vincent Wong, « Palestine and the fight for the soul of anti-racism », *Canadian Dimension*, 19 juillet 2024.

[20] « **Le Sénat adopte une résolution pour lutter contre toutes les formes de l'antisémitisme** », *Public Sénat*, 5 octobre 2021.

[21] *Soumission conjointe de Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient (CJPMO), de l'Association des juristes canadiens arabes (AJCA), de Voix juives indépendantes Canada (VJI) et du Conseil canadien des affaires publiques musulmanes (CCAPM) : « Lutte contre le racisme anti-palestinien et l'antisémitisme », mai 2024 :* https://fr-cjpme.nationbuilder.com/anti_racism_strategy_recommendations_2024

[22] Pour la France, voir les écrits de l'Union juive française pour la Paix, Tsedek ou Kessem. Voir également des événements et tribunes collectives de voix juives antisionistes : « Vous n'aurez pas le silence des juifs de France », Tribune, *Libération*, 31 octobre 2023 ; « Les attaques contre la gauche au nom de l'antisémitisme mettent les Juifs et Juives en danger », Tribune dans *Médiapart*, 28 juin 2024. Pour les États-Unis, voir *Jewish Voice for Peace* : <https://www.jewishvoiceforpeace.org/2023/11/09/antisemitism-dangerous/>

[23] « Racisme anti-Palestinien au Canada : Rapport 2022 de CJPMO », décembre 2023.

[24] Jeremiah Haber, « Fight anti-Palestinianism as we would anti-Semitism », +972 *Magazine*, 6 avril 2016.

[25] Abu-Laban & Bakan, 2022, *op. cit.*

[26] Julien Deroni, « Israël-Palestine, le 7 octobre et après », février 2024, *Acrimed*, en ligne; « Acharnement médiatique contre Rima Hassan », 31 mai 2024 : <https://www.acrimed.org/Acharnement-mediatique-contre-Rima-Hassan-video>

[27] « Gérald Darmanin lie Karim Benzema aux Frères musulmans », *Le Monde avec AFP*, 19 octobre 2023 ; « Émilie Gomis quitte son rôle d'ambassadrice des JO 2024 », *Le Monde avec AFP*, 10 janvier 2024.

Il est temps de parler de racisme anti-palestinien en

<https://www.contretemps.eu>

France

redaction

[28] Meriem Laribi, « Apologie du terrorisme. Les pères fouettards des tribunaux jouent à faire peur », 9 mai 2024, *Orient XXI*; « Contre l'escalade répressive, pour la solidarité avec la Palestine, faisons front maintenant ! », édito *Contretemps*, 24 avril 2024. La liste des personnes auditionnées par la police ou sanctionnées par leur employeur comprend des personnes de toutes origines et profils. Citons ces quelques exemples récents : des personnalités politiques comme Rima Hassan, Danielle Obono (sur demande du ministre de l'intérieur), Anasse Kazib, Mohamed Makni (condamné à 4 mois de prison avec sursis), Mathilde Panot ; des syndicalistes, Tayeb Khouira de Solidaires, Jean-Paul Delescaut **de la CGT (condamné à un an de prison avec sursis)**; des étudiants de la section Solidaires EHES ; des universitaires comme Véronique Bontemps (qui a reçu un avertissement par sa direction), François Burgat (convoqué par la police et gardé à vue), et Sophie Pommier, chercheuse et ancienne collaboratrice au Quai d'Orsay (renvoyée devant le tribunal correctionnel); l'infirmière Imane Maarifi (perquisitionnée et gardée à vue); et l'humoriste Guillaume Meurice (convoqué par la police sans suite, mais licencié par France Inter)...

[29] « Réponse collective à une infamie. Sur l'accusation d'antisémitisme portée contre LFI », Blog de Médiapart, 17 juin 2024.

<https://blogs.mediapart.fr/ludivine-bantigny/blog/170624/reponse-collective-une-infamie-sur-l-accusation-d-antisemitisme-portee-contre-lfi>

[30] Paul B. Preciado, « Si nous ne sommes pas capables », *Libération*, 28 octobre 2023.